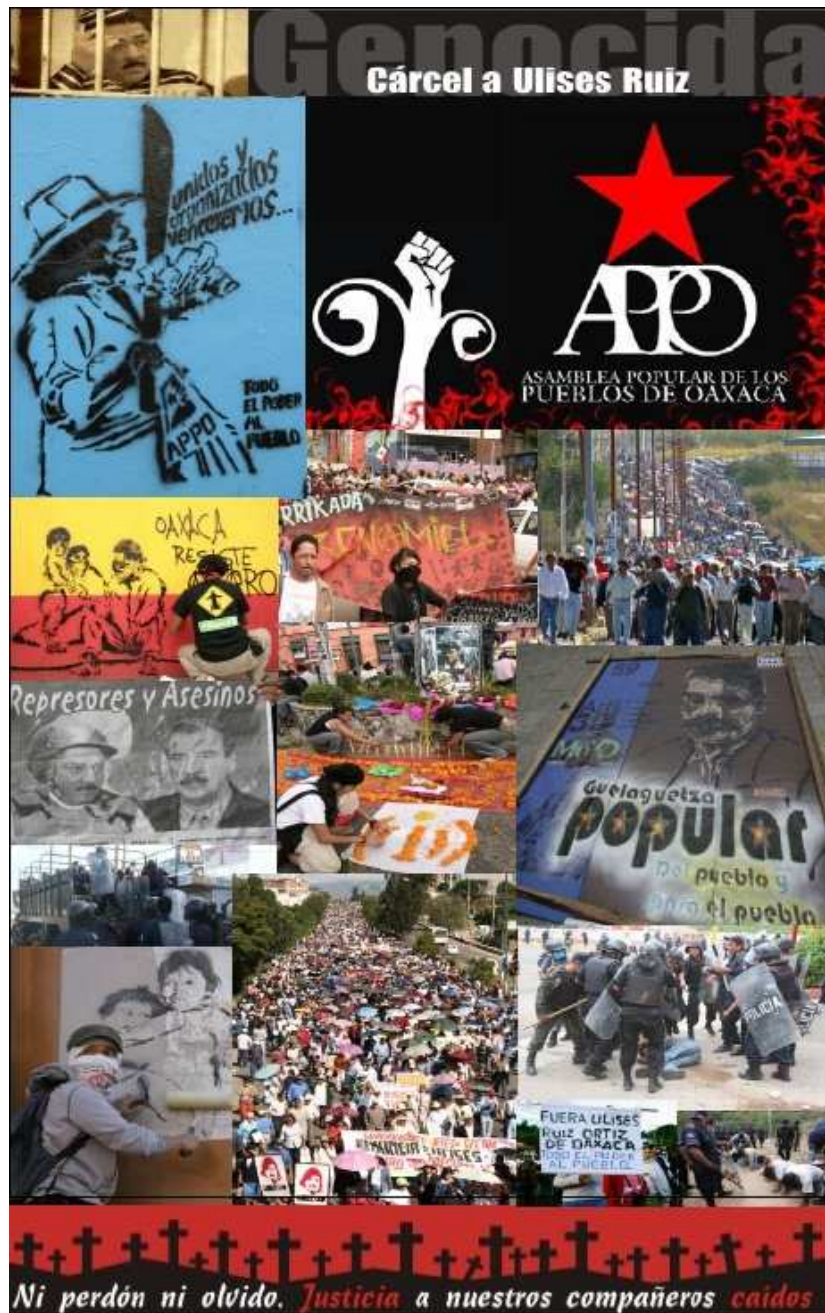


Louis Coulange

Vincent Lorin

# LE SOULEVEMENT POPULAIRE DES PEUPLES DE OAXACA



## SOMMAIRE

Introduction	p.3
<ul style="list-style-type: none"><li>- Bref aperçu des évènements</li><li>- Contexte régional</li><li>- Contexte national</li></ul>	
Chronologie des évènements	p.6
Clefs de lectures des évènements de Oaxaca	p.16
<ul style="list-style-type: none"><li>- Analyse des médias</li><li>- L'APPO</li><li>- Le rapport de la commission civile internationale d'observation des droits de l'homme (CCIODH)</li></ul>	
Nos conclusions	p.21
Bibliographie	p.23

## INTRODUCTION

Le soulèvement populaire qui a eu lieu à Oaxaca et dans les villes avoisinantes du mois de Juin au mois de Décembre 2006 a un statut particulier au sein des différents cas d'émeutes urbaines que l'on a pu observer dans le monde entier ces dernières années. En effet sa durée, son ampleur et son organisation confèrent à ce mouvement un caractère relativement nouveau et particulièrement intéressant.

### Bref aperçu des évènements :

Le 14 Juin 2006, alors que depuis plus de vingt jours le syndicat des instituteurs de l'Etat occupaient comme chaque année depuis vingt six ans le centre de la ville de Oaxaca pour demander une amélioration de leurs conditions de travail, le gouvernement d'Ulises Ruiz (gouverneur de l'Etat) se livra à une violente démonstration de force. 2000 policiers tentèrent de déloger les manifestants en utilisant matraques et gaz lacrymogènes, faisant 4 morts (selon le syndicat) et de nombreux blessés. Cette agression entraîna des réactions de la part d'une partie de la population oaxacana, qui associée aux enseignants, récupérèrent dans un premier temps le centre ville, et se réunirent avec des organisations civiques pour créer l'APPO (assemblée populaire des peuples de Oaxaca). C'est à partir de là que le mouvement prit une tournure particulière. En effet, avec cette assemblée, il fut établi que les actions allaient être menées à partir de décisions collectives et horizontales, et dans le respect de l'autonomie des multiples organisations qui la composaient. De plus, les revendications sortirent du champ des conditions d'enseignement pour réclamer la démission du gouverneur. Fort de son élargissement et de sa nouvelle structure, le mouvement a progressé, rythmé par des manifestations gigantesques. La répression des forces de l'ordre ne s'est pas fait attendre, et elle a été aggravée par l'apparition de groupes civils armés terrorisant la population. En réaction, les contestataires bloquèrent de nombreuses rues au moyen de barricades et s'organisèrent pour assurer la protection de la ville. Ainsi bloquée, celle-ci fut bientôt totalement déconnectée du pouvoir en place qui se trouva contraint de désertir les lieux. Pendant six mois, la ville a pu s'organiser sans le gouvernement local et a résisté aux attaques des policiers et des groupes armés. En Novembre, le gouvernement mexicain, après avoir cherché à diviser l'Appo en répondant seulement aux demandes initiales du syndicat des enseignants, exprima sa volonté d'en finir avec le mouvement. Il envoya la police fédérale préventive (PFP), appuyée par l'armée, à l'assaut de la ville. Au prix d'une sévère répression causant la mort de plusieurs personnes, les forces de l'ordre reprirent petit à petit le contrôle de la ville, jusqu'au 29 Novembre date de l'évacuation de la dernière barricade.

### Contexte de l'Etat de Oaxaca

L'Etat de Oaxaca est situé au sud du Mexique, c'est l'un des trois Etats les plus pauvres du Mexique (avec le Chiapas et le Guerrero), c'est également l'Etat avec la plus forte proportion d'indiens avec 19,3%. Au Mexique, les indiens, bien qu'étant très importants dans l'imaginaire et le folklore du pays, et à ce titre très présents dans le discours médiatique et politique, sont majoritairement marginalisés des instances de décision, et font partie des populations les plus pauvres du pays.

L'Etat de Oaxaca est connu pour avoir une tradition militante. En effet, l'un des symboles de la révolution mexicaine du début du 20<sup>ème</sup> siècle, Ricardo Flores Magón, un journaliste de tendance

anarchiste, est né dans l'Etat de Oaxaca et reste très présent dans l'image de l'Etat. Des organisations indiennes notamment se réclament de cette tradition (le conseil indigène populaire de Oaxaca Ricardo Flores Magón – CIPO-RFM - par exemple) et s'inscrivent dans la longue histoire des luttes indiennes au Mexique, et particulièrement dans l'Etat de Oaxaca. Les populations indigènes de Oaxaca (Zapotèques, Mixtèques, Mixes, Chinantèques et Zoques) ont une longue tradition de résistance. Marginalisés de longue date, ils sont confrontés à des projets de développement de l'Etat qui les excluent totalement, qu'il s'agisse du tourisme (une des principales ressources de l'Etat), des répercussions de l'ALENA (accords de libre échange nord américain) signé en 1994, ou plus récemment du Plan Puebla Panama (PPP). Celui-ci, annoncé le 12 février 2001 par le président mexicain Vicente Fox, entend intégrer le sud du Mexique et l'Amérique centrale au marché mondial, dans une pure logique néolibérale, à travers un ensemble de projets mêlant création d'infrastructures, exploitation des ressources naturelles et implantation de zones franches pour la population. Ce Plan a suscité dans les années qui ont suivi de nombreuses mobilisations indiennes qui ont été sévèrement réprimées.

Le gouverneur actuel de l'Etat, Ulises Ruiz Ortiz (URO), membre du PRI (parti révolutionnaire institutionnel resté au pouvoir au Mexique de 1928 à 2000), élu à la tête de l'Etat en 2004, est accusé de nombreux méfaits. En effet, il aurait fraudé lors des élections et réprimé sévèrement l'opposition qui la contestait. Il est également impliqué dans l'emprisonnement arbitraire de dizaines de dirigeants indigènes ainsi que dans une trentaine d'assassinats politique. On lui reproche encore d'avoir détourné des fonds publics pour sa propre campagne électorale, d'avoir violemment fait fermer un quotidien indépendant : *Noticias de Oaxaca*. Depuis son arrivée au gouvernement *oaxaqueño*, Ulises Ruiz s'est démarqué par une politique de refus du dialogue avec les mouvements sociaux et d'opposition, par la fermeture d'espaces de paroles, par la formation de corps d'élites qu'il a créés dans toutes les polices et par l'interdiction tacite d'utiliser le Zocalo comme espace symbolique de protestation. Sa gestion a été très questionnée par des accusations de gaspillage dans des œuvres somptueuses, détournement de fonds publics pour les campagnes du PRI.

La manifestation des enseignants, qui est à l'origine du mouvement, est une mobilisation qui se reproduit tous les ans à la même période depuis 26 ans, il s'agit pour les instituteurs qui ont des conditions de travail plus difficiles que dans d'autres Etats (salaires plus bas, moins d'infrastructures...) de revendiquer des réformes à ce sujet. C'est la première fois que cette manifestation a été sujette à une répression aussi forte.

## Contexte mexicain

Tout d'abord, il faut noter que le début des événements de Oaxaca se situent en pleine campagne présidentielle mexicaine. Les élections ont eu lieu le 2 Juillet 2006, elles se sont clôturées par la victoire du candidat du PAN (parti d'action national – droite libérale au pouvoir depuis 2000) Felipe Calderón, accusé de fraude par le candidat d'opposition et par de nombreux observateurs internationaux.

La lutte de l'Etat de Oaxaca n'est pas un fait isolé et on peut y voir la manifestation d'un mouvement qui, bien que disparate, traverse l'ensemble du pays.

Etat frontalier de Oaxaca, le Chiapas est le théâtre depuis 1994 du soulèvement zapatiste, mouvement indien qui revendique le droit à une auto organisation des communautés, et qui est sujet à une répression sévère ayant déjà fait de nombreux morts.

Le premier Janvier 2006, les zapatistes, avec l'EZLN (armée zapatiste de libération nationale), ont lancé une vaste campagne "la otra campaña" (l'autre campagne) visant à rencontrer dans tout le Mexique des organisations de la société civile afin de poser les bases d'une

collaboration pour agir pour un Mexique plus juste plus social..., qui se construit “d’en bas à gauche”.

Le mercredi 3 mai et le jeudi 4 mai, une violente répression s’est abattue sur la population de la ville de San Salvador Atenco, dans l’Etat de Mexico au Mexique. Le mercredi 3 mai, la police a expulsé violemment 8 vendeurs de fleurs ambulants du marché. Ceux-ci ont reçu le soutien spontané de nombreux habitants. Dans les affrontements qui s’en sont suivis, un jeune homme de 14 ans, Javier Cortes Santiago, a été tué. De nombreuses autres personnes ont été blessées, certaines gravement. Le lendemain, jeudi 4 mai, 3000 policiers des différents corps de police ont envahi San Salvador Atenco, procédant à de nombreuses perquisitions sans mandat, arrêtant plus de deux cents personnes, souvent avec une grande violence. En plus de ces arrestations, de nombreux citoyens sont portés disparus depuis ces deux journées.

Une autre série d’évènements illustre bien la situation mexicaine de cette période, et surtout l’importance de la tradition et de la force de mobilisation de la lutte syndicale dans ce pays. Il s’agit en Avril 2006 d’une grève « dure » dans un complexe sidérurgique du port de Lazaro Cardenas dans l’Etat du Michoacan. Ce conflit lié à la revendication de la conservation de l’autonomie syndicale s’est traduits par de violents affrontements tuant 2 ouvriers et faisant 122 blessés.



## I CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

On imagine bien que tracer la chronologie d'un mouvement s'étalant sur une si longue période est un exercice délicat. Nous présentons en annexe une chronologie très détaillée, publiée par le CCIODH (commission civile internationale d'observation des droits humains). Celle que nous développons ci-dessous est le fruit d'un croisement de sources diverses (voir en annexes le panel d'articles et les deux chronologies) associant les événements marquant du conflit au contexte politique national.

**1<sup>er</sup> Mai 2006 :** La Section 22 du Syndicat National de Travailleurs de l'Éducation (SNTE) remet au gouvernement d'Ulises Ruiz un document avec les principales demandes : Passer de la zone économique 2 à 3 (rezonification) et améliorer l'infrastructure éducative (construction de salles de classe, laboratoires et ateliers, mobilier, uniformes, déjeuners scolaires, extension de bourses et ressources humaines).

**22 Mai 2006 :** 70 000 instituteurs de l'Etat de Oaxaca se mettent en grève. Elle affecte environ 1,3 millions d'élèves. Le centre de la capitale est occupé par 20 000 grévistes et leurs familles qui campent autour du *Zocalo* (place principale de la ville) et occupent 56 rues avoisinantes.

**1<sup>er</sup> Juin :** Blocage de l'aéroport de Oaxaca par des milliers d'enseignants de la Section 22 du SNTE (syndicat national des travailleurs de l'éducation).

**2 Juin :** Manifestation de 50 000 à 80 000 personnes. Face au déploiement de 1500 agents de la PFP (police fédérale préventive) à la périphérie de la ville, les grévistes forment des groupes de sécurité et installent des barrages dans les rues du centre.

**6 Juin :** Manifestation de 130 000 personnes, blocages d'autoroutes, occupation du rectorat. L'offre proposée par le Gouverneur Ulises Ruiz Ortiz (URO) de 6 millions de dollars (1/10 de la somme revendiquée) pour débloquer la situation n'est pas acceptée par la Section 22 du SNTE.

**14 Juin :** 2000 policiers attaquent à l'aube le campement du *Zocalo*. Un hélicoptère accompagne l'assaut en arrosant la place d'un gaz de combat (environ 60 blessés et 3 morts selon la section 22, aucun mort selon l'Etat). Trois heures plus tard, les instituteurs de la section 22, soutenus par la population locale, reprennent le contrôle de la ville et demande la démission du Gouverneur URO.

Le président du Mexique affirme que l'Etat fédéral, qui a envoyé la Police Fédérale Préventive (PFP), n'a pas pris la décision d'attaquer et que ses forces armées ne se sont pas déployer. Selon lui, qu'il s'agit d'un problème local.

Une polémique médiatique, relayée par le gouvernement, se développe autour du leader/porte parole de la Section 22, Enrique Rueda Pacheco, qui serait membre d'un groupe de guérilla, l'Armée Populaire Révolutionnaire (EPR en espagnol).

**15 Juin :** *Megamarcha* à Oaxaca de centaines de milliers de personnes se rallient aux enseignants pour exiger la démission du gouverneur URO. Les étudiants prennent Radio Universidad.

Première session de l'Assemblée populaire du peuple de Oaxaca, Appo.



Premières arrestations de policiers, sous l'autorité du Parquet de Mexico, après la diffusion d'images à la télévision mexicaine. 23 policiers sont concernés pour avoir commis des excès contre des civils.

L'activité économique de la ville, principalement le tourisme, tourne au ralenti.

Envoie du député Arturo Chavez, secrétaire de l'intérieur, par le président Vicente Fox pour organiser les négociations entre les manifestants et URO. Il réussit à faire libérer plusieurs manifestants.

**17 Juin :** Création formelle de l'APPO (assemblée populaire des peuples de Oaxaca) par les instituteurs en grève et de nombreuses associations de l'Etat de Oaxaca, qui exigent la destitution du gouverneur et intensifient les blocages.

**19 Juin :** Retour à Mexico City d'Arturo Chavez qui n'a pas cessé de demander la démission d'URO. Il est incapable d'organiser la médiation entre l'Appo et URO, personne ne voulant faire de concession.

**21 Juin :** L'Appo nomme une « commission provisoire négociatrice » constituée de membres de toutes les organisations présentes au sein de l'Appo.

**22 Juin :** Manifestation pro-URO de 20 000 personnes, favorables à la reprise de l'activité économique et à la réouverture des écoles, est empêchée par des barrages installés sur les autoroutes en périphérie de la ville. Une rumeur circule selon laquelle les manifestants pro-URO auraient été payés par les patrons locaux, favorables au gouverneur.

L'Appo appelle l'Eglise à jouer le rôle de médiateur.

**Fin Juin :** Les occupations de mairies des localités environnantes se multiplient (au moins 25 en date du 22 Juin), suivies de l'expulsion des maires et de l'élection des conseils. On ferme les administrations et on réquisitionne les véhicules officiels.

Le porte parole de la section 22, Enrique Rueda Pacheco, affirme que l'Appo ne veut pas interférer les élections présidentielles mais le fait qu'elle contrôle 24% des bureaux de vote par son occupation des bâtiments publics de la ville pose problème.

**28 Juin :** Nouvelle *Megamarcha* qui voit des centaines de milliers de manifestants (entre 500 000 et 1 millions selon les sources) converger vers le centre de Oaxaca.

**2 Juillet :** Elections présidentielles. Le PRI, parti du gouverneur Ulises Ruiz, est balayé dans les urnes. Il monnaie son soutien au candidat de droite, Felipe Calderon du PAN. Le candidat du parti de gauche, le PRD, Lopez Obrador, qui était favori, dénonce une fraude et mobilise des partisans dans tout le pays pour que sa victoire soit reconnue.

**10 Juillet :** Daniel Rosas Romero, un des leaders de la Section 22, annonce que 6/7 des 70.000 grévistes du SNTE sont censés retournés en classe pour permettre aux élèves de ne pas perdre une année. 10.000 enseignants restent cependant mobilisés pour continuer à revendiquer une hausse de salaire significative ainsi que la démission d'URO.

**15 Juillet :** L'Appo organise le boycott du festival de Guelaguetza (qui attire chaque année à Oaxaca de nombreux touristes), qui est annulé. Une Guelaguetza populaire et gratuite est auto organisée. Appo dénonce cette fête car elle est destinée à une population aisée et profite de la présence des médias pour faire connaître sa « lutte ».

**23 Juillet :** Manifestation à la suite du mitraillage de Radio Universidad par des nervis à la solde d'URO. Six paysans sont placés en garde à vue. Après les avoir libérés, la foule saccage le commissariat et danse dans la rue.

**Fin Juillet :** Blocage des centres administratifs, législatifs et judiciaires de la ville (secrétariat des finances, tribunal, pénal, etc.). Blocage de trois routes fédérales menant à d'autres régions. Le gouverneur et son cabinet se retranchent dans un hôtel au nord de la ville. Le but avoué de cette manœuvre est de rendre l'Etat ingouvernable pour obtenir plus rapidement satisfaction à leurs revendications.

Les principaux partis de droite dénoncent la main mise du candidat vaincu Lopez Obrador sur la tournure des événements de Oaxaca, aux vus de la sympathie que lui porte une majorité des manifestants. Cependant, ce dernier, à travers son parti le PRD, appelle à une intervention de la PFP afin de permettre un retour au calme alors que plusieurs membres du parti se joignent aux manifestations de l'Appo.

Le Sénat mexicain, seul organe fédéral capable de forcer le départ d'un gouverneur, déclare ne pas être favorable à la destitution d'URO.

L'Appo occupe et contrôle plusieurs radios locales (12 selon plusieurs sources) afin de participer à la pluralité médiatique et de se prononcer en faveur d'un mouvement pacifique. Ainsi, elle souhaite rendre injustifiable l'usage de la force par URO ou par le gouvernement fédéral.

**1<sup>er</sup> Août :** Des centaines de femmes marchent dans les rues et occupent des installations radio et télévision du Gouvernement de l'État après qu'on leur a rejeté une demande de prendre part vingt minutes en antenne.

La prise de la chaîne Canal 9 par un groupe de femmes



**Début Août :** Meurtre de trois indiens de l'Appo. Arrestation de deux leaders de l'Appo. Trois instituteurs sont enlevés et torturés dans un commissariat. Les moyens de communication sont aux mains des insurgés, leur permettant de réagir très rapidement aux initiatives de répression.

**6 Août :** Un contingent de quelque 500 agents de la PFP arrive dans la nuit, dans seize autobus, à la ville d'Oaxaca, à la demande du gouverneur URO.

**10 Août :** Des paramilitaires ont saccagé les infrastructures de Canal 9 (radio et télévision) tenu depuis peu par des bénévoles de l'Appo.

Tirs sur une manifestation pacifique d'environ 20 000 personnes ; bilan, un mort et deux blessés.



**Mi-Août :** Les agressions et les menaces contre les gens de l'Appo se multiplient. Les travailleurs de la santé se mettent en grève. Blocage des routes et des banques. L'administration est paralysée. En réponses, les paramilitaires enlèvent des activistes, qu'on retrouvera plus tard dans de lointaines prisons, ayant subi des sévices et des tortures.

Après la mort de l'enseignant Jose Jimenez, la grande majorité des professeurs ne veulent plus retourner en classe et organise une marche silencieuse avec pour première revendication, la libération des prisonniers politiques du mouvement.

**16 Août :** Les organisations patronales supplient le président Fox d'intervenir, parlant de « dégâts économiques à effets domino », pendant que l'Appo cherche un médiateur afin de trouver une issue pacifique au conflit.

**18 Août :** Autour de 80.000 travailleurs, adhérant à quelque vingt syndicats à Oaxaca, effectuent un "chômage civique" de 24 heures pour exiger la démission du gouverneur URO. Quelques commerces et entreprises de transport urbain suspendent des services devant la crainte de faits de violence.

**20 Août :** Des paramilitaires attaquent le quotidien local *Noticias de Oaxaca* qui soutient le mouvement.

**21 Août :** Des paramilitaires expulsent les occupants de la télé officielle (un mort). Dans les heures qui suivent, l'Appo occupe douze radios commerciales.

**22 Août :** Début de la récupération des médias par la force : un convoi de 30 véhicules avec des policiers armés de fusils à gros calibre ont parcouru la ville. L'opération, qualifiée « d'opération nettoyage » par la représentante du ministère de la justice de l'État, a été annoncée à l'avance sur des radios commerciales par le directeur de la police.

**23 Août :** Des membres du mouvement enseignant et populaire placent à l'aube des centaines de barricades dans différentes rues et avenues de la ville d'Oaxaca et de communes à proximité, afin d'éviter le passage de véhicules et de nouvelles agressions.

**25 Août :** Après que le ministre de la justice aie accusé l'Appo d'être un mouvement de guérilla urbaine, de bien mystérieux « guérilleros » distribuent des tracts soutenant le mouvement... L'Appo se défend de toute liaison avec ces groupes armés.

Effet immédiat : l'armée se déploie autour de Oaxaca afin d'intimider les assemblées villageoises affiliées à l'Appo.

**1<sup>er</sup> Septembre :** Nouvelle *megamarcha*. « Les rues puent la sueur d'Indien et le graffiti anarcho-punk » écrit un journaliste de la presse aux ordres.

**4 Septembre :** Echec du déménagement de l'administration Ruiz à Juchitan. Sous la pression de la rue le maire de la localité déclare le gouverneur « persona non grata ». A Oaxaca, l'Appo déclare que désormais, c'est un gouvernement populaire qui administrera la ville et les communes de l'État de Oaxaca solidaires du mouvement.

La CONAGO (Confédération nationale des gouverneurs) ainsi que le Sénat mexicain réitèrent leurs soutiens à URO.

**Mi Septembre :** Les cérémonies officielles commémorant l'indépendance du Mexique sont annulées à Oaxaca. Les défilés militaires sont remplacés par quatre marches populaires convergeant vers le *zocalo*.

Le Sénat refuse de mettre en place une commission spéciale d'investigation en mesure d'évaluer la situation dans l'Etat de Oaxaca. Les principaux partis politiques du pays sont divisés sur la question.

**21 Septembre :** 5000 personnes entament une marche « pour la dignité des peuples de Oaxaca » jusqu'à Mexico à 500 km de distance. Le président V. Fox appelle dès lors à la discussion et organise, à travers son ministre de l'intérieur, Carlos Abascal, une table ronde entre les organisations patronales, l'Appo et l'Eglise. Cependant, la démission d'URO n'est toujours pas à l'ordre du jour.

L'ONU a classé la zone de Oaxaca en « catégorie 1 de dangerosité ».

L'Appo reçoit le soutien officiel de l'EPR ( armée populaire révolutionnaire).

**24 Septembre :** Des policiers en civil attaquent avec brutalité les membres de l'Appo qui occupaient le luxueux hôtel Camino Real.

Un groupe de policier en civil



**25 Septembre :** Le porte parole du PRI déclare devant le Sénat que la seule issue au conflit est l'usage de la force et que cette pratique est utilisée par les grandes démocraties européennes. Il cite en exemple la Grande Bretagne et la France...

**28 Septembre :** L'Appo décrète l'alerte maximale face aux agressions armées qui ont lieu en différents points de la ville et décide le blocage de tous les accès à la ville.

Un représentant de l'église dénonce la présence de groupes « radicaux » au sein de l'Appo et plusieurs bavures sont commises par ses membres. Ce sont les premiers signes explicites du début d'une scission en cours.

Le corps enseignant de Oaxaca rejette l'invitation dans la ville de Mexico de s'entretenir avec le Secrétaire de Gouvernement. Par contre, l'APPO décide, en session plénière, d'assister à la réunion avec Carlos Abascal, et décrète la suspension de l'assemblée pour obtenir un accord avec le mouvement des enseignants et aller à la rencontre.

**30 Septembre :** Les hélicoptères de la marine survolent Oaxaca ; des troupes débarquent à Salina Cruz et Huatulco. La tension dans la ville augmente alors qu'une intervention armée semble imminente.

**Fin septembre :** L'Appo concentre son action sur 2 types de luttes : 1) Une lutte politique, en paralysant les organes de l'Etat. 2) Une lutte Juridique, en apportant au Sénat des preuves de la disparition d'un équilibre des pouvoirs de l'Etat.

**3 Octobre :** Plusieurs campements de membres de l'Appo sont attaqués. Des hélicoptères survolent la ville en permanence. La majorité des radios ont vu leurs émetteurs détruits par la police ou par les paramilitaires ce qui engendre un surcroît de protection autour de la radio universitaire.

**4 Octobre :** Une nouvelle table ronde se solde par un échec et confirme la position dominante d'URO à la tête de l'Etat. Carlos Abascal affirme « que la situation à Oaxaca a atteint les limites ».

**5 Octobre :** Oaxaca vit une journée de violence qui conclut cette nuit avec le décès de l'enseignant de mathématiques et l'ingénieur de chimie Jaime René Calvo Aragon, membre du Conseil Central de la Lutte (CCL).

**9 Octobre :** La marche pour la dignité des peuples de Oaxaca arrive devant le Sénat de Mexico. Des milliers de citoyens, d'enseignants, et de membres d'organisations sociales envahissent les rues en solidarité avec les gens d'Oaxaca. Les principales revendications de l'Appo sont, outre la démission d'URO, le remplacement des chefs de la police locale par des fonctionnaires fédéraux et la création d'un conseil citoyen de la sécurité.

**14 Octobre :** Des hommes armés ouvrent le feu sur une barricade : un mort. Dans les jours qui suivent, les attaques nocturnes des barricades se poursuivent.

**16 Octobre :** Publication d'un rapport du Sénat issu de la commission des droits de l'homme qui relève une progression de la situation de quasi anarchie de la ville de Oaxaca ainsi qu'au sein de l'Appo.

Vingt-et-un membres de l'APPO commencent une grève de faim devant l'Hémicycle à Juárez à Mexico, en protestation des événements qui se vivent à Oaxaca depuis plus de cinq mois.

**18 Octobre :** Le Sénat mexicain annonce officiellement que le pouvoir n'est pas vacant dans l'Etat de Oaxaca.

Les tirs nocturnes contre des campements et barricades continuent, ainsi que différents actes de violence dans diverses parties de la ville. L'enseignant d'éducation primaire indigène Pánfilo Hernández décède suite à l'impact de trois tirs.

**19 Octobre :** Le gouvernement Fédéral refuse de démettre le gouverneur URO. La population de Oaxaca riposte par une immense marche de protestation.

**20 Octobre :** Le secrétariat de la section 22 du syndicat des enseignants annonce la reprise du travail dans les écoles. Il est désavoué par la base qui conteste le décompte des votes en faveur de la reprise.

**22 Octobre :** Le gouvernement fédéral accepte la prise en main des actions de police par ses fonctionnaires.

**26 Octobre :** La guerre de l'information se poursuit : des radios proches des insurgés sont brouillées par les autorités tandis qu'apparaît une nouvelle radio, Radio Ciudadania, appelant à la répression, au lynchage et à la délation des membres de l'Appo.

La grève de la Section 22 du SNTE est officiellement terminée.

**27 Octobre :** Recrudescence de violence dans la capitale de l'Etat de Oaxaca où des tirs de paramilitaires sur les barricades ont engendré une grande confusion: le bilan selon l'Appo est 3 morts, dont un journaliste américain, Brad Will, et de 26 blessés. L'information qui prend une dimension mondiale, ainsi que la pression des Etats-Unis, pousse le président V. Fox à intervenir concrètement dans ce conflit qu'il considérait jusqu'à présent local.

**28 Octobre :** Le gouvernement mexicain lance un ultimatum pour enlever les barricades. L'Appo rejette l'ultimatum et demande une réponse politique à la crise. La présidence mexicaine, au nom de « l'Etat de droit », mobilise plus de 4000 soldats de l'armée de terre et de la marine, de la police fédérale, en différents endroits de l'Etat de Oaxaca.

Plusieurs organismes de respect des droits de l'homme, mexicains et internationaux, appellent au dialogue.

**29 Octobre :** 4500 agents de la PFP pénètrent dans Oaxaca et occupent le *zocalo* après avoir détruit les barricades qui l'encerclaient depuis 150 jours et ne rencontre quasiment aucune résistance. En effet, ils font usage de canons à eau corrosive ; de gaz de combat et d'armes à feu. L'Appo doit se retrancher sur la place Santo Domingo, à quelques centaines de mètres de la place centrale.

Entrée de la PFP dans la ville



Radio Universidad appelle la population à sortir de chez eux et à ralentir la progression de la PFP.

Carlos Abascal justifie l'opération policière par l'incapacité d'URO à gérer la situation ainsi que par la présence de groupes « radicaux » au sein de l'Appo qui mettent en danger la population mexicaine.

L'Appo annonce détenir 12 policiers en civil en otage alors qu'ils essayaient de s'infiltrer dans la résistance. Ils seront relâchés quelques heures plus tard.



Le quotidien « El Universal » confirme le lien entre la mort du cameraman Américain Brad Will et le gouverneur URO.

**30 Octobre :** Un semblant de calme est revenu dans la ville et les écoles s'ouvrent progressivement. L'Appo appelle à de nouvelles manifestations et dénonce les provocations des hommes de mains d'URO qui ont engendrées l'intervention de la police fédérale. L'Appo contrôle encore une partie des quartiers populaires de la ville, en particulier en périphérie, ainsi que l'université.

Le gouvernement mexicain confirme son intention de respecter la loi et de ne pas rentrer dans l'Université de Oaxaca. Plusieurs « grands » partis demandent la démission d'URO mais le Sénat bloque la procédure.

Il est divulgué également qu'URO vit depuis le mois de juin 2006 à Mexico, qu'il effectue des allers-retours médiatiques dans son Etat et qu'il ne peut plus apparaître publiquement dans la ville sous peine de lynchage.

**31 Octobre :** Le Sénat demande la démission du gouverneur URO mais ce dernier parvient à temporiser la sanction grâce à ses appuis politiques.

**2 Novembre :** La PFP tente d'occuper à l'aube le campus universitaire d'où émet Radio Universidad, la dernière voix de l'Appo. Les membres de l'Appo et la population de Oaxaca repoussent l'assaut avec des armes « primitives » au terme d'une bataille de sept heures. L'affrontement a blessé plus de 20 personnes. La PFP dégage de ses barricades le dernier grand axe routier.

L'Appo appelle à la solidarité entre les peuples pour arrêter la répression de son mouvement pacifique.

**5 Novembre :** *Megamarcha* de plus de cent mille personnes pour réclamer le départ de PFP et dénoncer les innombrables exactions qui accompagnent son intervention.

L'action de la police se résume désormais à des patrouilles nocturnes et au contrôle des entrées et sorties de la population.

**6 Novembre :** Le SNTE conclut un accord avec le gouvernement et appelle à la réouverture immédiate des écoles. 24.000 des 70.000 professeurs syndiqués ne suivront pas les recommandations et s'organisent avec l'Appo (dont la Section 22 ne fait dorénavant plus partie) à la reconstruction de barricades.

**7 Novembre :** Manifestation Pro URO en dehors du centre ville de plusieurs dizaines de milliers de personnes appelant à la fin du mouvement, au retour à la paix et à la reprise des activités économiques.

Amnistie Internationale dénonce dans le même temps de nombreux vices de procédure et demande explicitement l'accès des centres de détention aux observateurs tout en condamnant les excès de résistance belliqueuse de l'Appo.

**8 Novembre :** 3 explosions réveillent la capitale mexicaine en pleine nuit et ne font que des dégâts matérielles. Elles sont revendiquées par le mouvement « Tendencia democratica revolucionaria » qui demande l'arrêt de la répression à Oaxaca. Condamnation unanime au Mexique alors que « La Jornada », journal de gauche respecté, affirme que « ces explosions ne sont pas surprenantes » au vu de la situation précaire de plusieurs millions de mexicains.

**10 Novembre :** Malgré la répression policière, 600 personnes participent au congrès constitutif de l'Appo qui tente de réorganiser ses membres, de recentrer ses objectifs et d'unifier les divers projets du mouvement.

**16 Novembre :** Le gouverneur révoque quelques hauts fonctionnaires de son cabinet mais renonce toujours à démissionner alors que Lopez Obrador, candidat malheureux des dernières élections présidentielles, annonce son soutien à l'Appo.

**18 Novembre :** L'APPO condamne l'attaque sexuelle commise par des agents de la PFP contre une femme dans le centre historique de cette ville, et exige du Secrétaire de Sécurité Publique, Eduardo Medina Demeure, la retraite immédiate de ses agents et l'ouverture d'une enquête pour punir les coupables.

**19 Novembre :** Marche des femmes pour dénoncer les agressions sexuelles commises par les policiers. La PFP répond en arrosant la marche d'eau pimentée.

**20 Novembre :** Plus de 150 communautés des environs d'Oaxaca se constituent en assemblée des peuples zapotèque, mixe, et chimantèque et élisent 24 délégués au congrès de l'Appo. La PFP réprime violemment une marche pacifique pour célébrer l'anniversaire de la révolution mexicaine. Dans les jours qui suivent de nombreux étudiants sont torturés par des policiers masqués pendant plusieurs heures.

Un groupe d'hommes masqués ont battu des policiers avec des pierres et des bâtons. Condamné par l'Appo, cet événement a cependant décrédibilisé le mouvement qui se veut pacifique.

**21 Novembre :** Un commando d'hommes masqués provoque un incendie dans le campement central de l'Appo sur la place Santo Domingo.

**25 Novembre :** Nouvelle *megamarcha* à Oaxaca, féroce réprimée, qui se solde par plus de 140 blessés (dont au moins 20 par balles), une centaine d'arrestations, une dizaine de « disparitions » et 3 morts. Divers édifices gouvernementaux sont incendiés. Le surlendemain 141 personnes supposées membres de l'Appo sont arrêtées et poursuivies pour ces faits. Cinq étrangers sont expulsés, dont une jeune française Sarah, fallacieusement accusée « d'avoir volé puis incendié, avec l'aide de 2 mexicains, une motocyclette des forces spéciales de la police ».

*Megamarcha à Oaxaca*





**27 Novembre :** 147 personnes dont 40 femmes sont transférées vers une prison de haute sécurité au nord du Mexique où elles sont placées en isolement total. La police et l'armée patrouillent dans toute la ville pour incarcérer les organisateurs de la violente manifestation du 25 novembre pendant que l'Appo prône un mouvement pacifique.

**29 Novembre :** La dernière barricade, celle de cinco senores, qui protégeait le campus, est évacuée par les activistes. La police détient désormais un mandat d'arrêt quasi illimité afin de permettre un retour au calme dans les plus brefs délais.

**1<sup>er</sup> Décembre :** Investiture officielle du nouveau président de la république Felipe Calderon. L'Appo décide de reprendre les négociations avec le gouvernement pour obtenir la démission du gouverneur et la libération des prisonniers. Cette reprise des pourparlers divise cependant les membres de l'Appo qui tend vers une implosion.

**4 Décembre :** Arrestation à Mexico de quatre représentants de l'Appo (dont Flavio Sosa, le plus connu de ses porte-parole) qui y avaient été invité pour négocier avec le nouveau gouvernement.

**10 Décembre :** *Megamarcha* pacifique organisée par les partis de gauche et les défenseurs des droits de l'homme. Les mots d'ordre sont destitution d'URO, le retrait des forces de l'ordre et la libération de prisonniers politiques et la réapparition des 120 « disparus ».

Les membres de l'Appo sont dorénavant rentrés dans la clandestinité car un mandat d'arrêt est lancé contre eux.

**16 Décembre :** Les forces spéciales fédérales quittent l'Etat de Oaxaca.

**22 Décembre :** A sept mois du début du conflit, des milliers de militants et sympathisants de l'Appo sortent à nouveau dans les rues pour marcher pour la libération des prisonniers politiques et pour la destitution d'URO. Dans 37 pays, des citoyens participent à la journée mondiale de mobilisation pour Oaxaca.

**3 Février :** Manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes à Oaxaca contre le gouverneur URO et pour la libération des prisonniers politiques.

Le mensuel « le monde diplomatique » publie un article sur la situation politique du Mexique et donne un bilan définitif du mouvement populaire de Oaxaca :

- 23 morts recensés et identifiés

- Près de 400 blessés
- Des dizaines de disparus
- Plus de 300 arrestations



## II CLEFS DE LECTURE DES EVENEMENTS DE OAXACA

Après cette présentation de la longue période du soulèvement populaire de Oaxaca, nous privilégierons dans cette seconde partie une approche plus transversale, permettant l'analyse des éléments qui nous ont semblé indispensables à une compréhension plus fine de ces événements.

### Analyse des médias

L'ensemble des articles de presses nationales et internationales que nous avons utilisés, ont pour caractéristiques première leur grande diversité. Notre échantillon d'articles, principalement issu de la base de données Factiva et de quelques sites internet de journaux, est composé de plus de cent articles en langue espagnole, anglaise et française. L'intégralité des articles que nous avons utilisés sont disponibles en annexe.

Plusieurs faits marquants sortent de leur analyse :

- Il nous a été particulièrement difficile de trouver dans la presse des informations concrètes et justes sur les premiers jours du mouvement et sur ses réelles revendications.
- Le côté sensationnaliste des informations divulguées par la majorité des articles se retrouve principalement dans l'entêtement des journalistes à vouloir donner des bilans humains (souvent inexacts et controversés), à résumer la situation à Oaxaca superficiellement en oubliant le sens du mouvement, et à assimiler l'Appo aux groupes armés et aux dirigeants des partis politiques et des syndicats.
- Les brèves reprennent presque toujours en boucle la dernière information disponible, souvent violente. Il est en effet très rare d'y trouver les traces des négociations qui ont pourtant eu lieu entre les différents acteurs.

- Une des préoccupations constantes des journalistes est de quantifier la crise économique locale engendrée par le blocage des routes et surtout par la forte baisse du tourisme.
- Un problème lié à la description de la situation géographique de Oaxaca est récurrent dans les articles tout au long du mouvement. La capitale de l'Etat compte, suivant les sources, de 250.000 à 600.000 habitants et de 350 à 500 kilomètres la sépare de la capitale fédérale. Cet à peu près semble mineur à première vue mais est révélateur du soin apporté par les journalistes à vérifier leurs informations.
- En exemple de la couverture médiatique des événements de Oaxaca, on remarque que les grands médias français ont extrêmement peu diffusé d'information sur le sujet. Seuls quelques rares articles de la presse nationale l'ont abordé, sans pour autant permettre une réelle compréhension de la situation dans l'Etat de Oaxaca (à l'exception du *monde diplomatique*). On peut noter cependant que certains journaux de moindre envergure ont pris le parti de publier de réelles analyses, le plus souvent engagées en faveur du mouvement populaire.
- De manière générale, le traitement de l'information est relativement superficiel. En effet, même si la majorité des articles font le choix de consacrer quelques lignes aux origines du mouvement, ils évitent pour la plupart d'expliquer la situation économique, politique et sociale qui a permis son éclosion.

Notre recherche d'informations relatives aux événements de Oaxaca s'est également tournée vers les rapports qu'on pu produire différentes organisations, telle que celui de la Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains ou du Service International pour la Paix. Les informations de première main qu'ils publient, et auxquelles ils donnent accès librement, sont de très bonnes qualités, tant au niveau méthodologique qu'au niveau du fond. La présence de ces observateurs est relevée dans plusieurs articles, notamment à propos de la pression qu'ils exercent pour prévenir des éventuelles exactions aux droits de l'Homme.

Ces rapports confirment notre point de vue sur la place qu'occupent les médias dans ces événements. Ils insistent également sur la place minime faite à la dynamique de fond du mouvement populaire et sur les pressions, voir les violences, qu'ont subies les journalistes de manière générale. Il semble nécessaire de rappeler que le gouverneur URO est lié plus ou moins directement à plusieurs assassinats de journalistes et au saccage des locaux du quotidien *Noticias de Oaxaca*. La mort du cameraman indépendant, Brad Will, pendant les affrontements entre des membres de l'Appo et les hommes de main d'URO est un autre exemple flagrant de la violence des conditions de travail des journalistes dans l'Etat de Oaxaca. Il est surprenant que ces conditions d'exercice soient très peu présentes dans les articles, ce qui nous laisse imaginer la liberté qu'on eu les journalistes à retranscrire pleinement la réalité de la situation. En effet, de nombreux témoignages évoquent la volonté explicite des grands organes de presse de présenter les faits d'un point de vue sensationnaliste et même ouvertement hostile aux protagonistes du mouvement. On remarque que comme toujours dans ce type de situation, le traitement de l'information acquiert un rôle hautement stratégique. La particularité de ce mouvement est qu'il a su organiser sa propre médiatisation pour communiquer avec la population locale.

En effet, en réaction à la disparition des médias indépendants (organisée en amont du mouvement par le gouvernement de Ruiz) et à la désinformation flagrante qui en a découlé tout au long du soulèvement, diverses alternatives ont été développées par la population en lutte. Outre la prise retentissante des radios et télés locales, notamment lors d'une manifestation de femmes

armées de casseroles, la large diffusion de vidéos pirates à travers les marchés locaux a joué un rôle prépondérant dans la prise de conscience des mensonges étatiques. La violence avec laquelle le gouvernement a organisé le sabotage de ces médias alternatifs révèle bien l'enjeu qu'ils représentaient. Néanmoins, les quelques radios qui ont pu continuer à émettre (radio universidad par exemple) ont été très utiles dans l'organisation de la défense face aux pressions policières et paramilitaires.

## L'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO)

La constitution d'une assemblée, pour organiser et orienter le mouvement, est une des caractéristiques qui en font l'originalité. En effet il s'agit d'un phénomène relativement nouveau de dépassement des structures traditionnelles d'organisation des luttes. De plus, le fait même d'une telle organisation dans le cadre d'un soulèvement populaire urbain, tel qu'on en observe dans le monde entier ces dernières années, semble être un cas unique.

Nous allons voir que si ce phénomène peut être expliqué par un contexte particulier, il exprime néanmoins une volonté particulière de la population mobilisée.

Depuis l'époque préhispanique il existe dans la région de Oaxaca une grande tradition d'assemblées. En effet, dans les communautés indigènes il s'agit d'une pratique très répandue, et l'assemblée populaire y constitue l'autorité suprême. L'APPO s'est constitué sur ce modèle dans l'idée d'être une assemblée d'assemblées rassemblant en son sein l'ensemble des peuples de Oaxaca. Il s'agit d'une sorte d'exercice de démocratie entre les peuples, les communautés et les organisations intéressées par le mouvement.

A la suite de la répression du 14 Juin sur le *Zocalo*, la population de Oaxaca ainsi que de nombreuses organisations civiles se sont rassemblées autour des enseignants du syndicat 22, et ont participé à deux manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes. Avec cet élargissement du mouvement, la question de l'organisation s'est posée car les revendications ne se cantonnaient plus à celles des enseignants, et le syndicat 22 ne pouvait plus suffire à représenter et à organiser le mouvement. C'est de l'association de ces différents groupes qu'est née l'APPO. Il s'agit d'une assemblée démocratique, au fonctionnement horizontal, et dont les décisions sont prises, le plus souvent, au consensus.

Le 21 Juin, les délégués des *colonias* (quartiers), des associations civiles, des associations indiennes, des représentants des communes de l'Etat, des artistes, des représentants du milieu universitaire, des groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, des individus sans appartenance particulière, des libertaires, des syndicats, et la section 22 du syndicat de l'éducation, se sont réunis en assemblée afin de désigner les membres d'une « commission provisoire négociatrice » pour pouvoir (comme son nom l'indique) entamer des négociations avec le gouvernement fédéral.

On voit bien que la particularité de ce soulèvement est qu'il vient se rajouter à un mouvement existant possédant une structure et une organisation particulière. Pour autant plutôt que de se fondre dans celui-ci, il a constitué sa propre organisation sans pour autant se dissocier du premier, mais exprimant clairement la teneur de ses revendications et le besoin d'inventer de nouvelles structures pour intégrer sa grande diversité.

De plus, si dans un premier temps la création de l'APPO constituait une réponse populaire face à la répression (et la politique en général) menée par le gouverneur Ruiz, et avait comme principal mot d'ordre la démission de celui-ci ; par la suite, le mouvement prenant de l'ampleur, l'idée s'est développée que cela ne suffisait pas et que l'APPO pouvait être un espace de proposition.

Il s'agissait alors de transformer les conditions de vie et de changer le rapport entre la société et son gouvernement. L'APPO a alors lancé un appel à l'ensemble de la société de l'Etat de Oaxaca pour créer un « nouveau pacte social » dont voici les principaux axes de réflexion : nouvelle démocratie et gouvernabilité ; économie sociale et solidaire ; vers une nouvelle éducation à Oaxaca ; harmonie, justice et équité sociale ; patrimoine historique, culturel et naturel de Oaxaca ; moyens de communication au service du peuple.

Le congrès constitutif de l'APPO s'est tenu le 10 Novembre 2006 malgré les risques de répression, et les statuts de l'APPO y ont été clairement définis (voir annexe).

Tout au long du mouvement, l'APPO a également constitué une force organisatrice pour assurer un fonctionnement minimal de la ville qui avait été déserté par le gouvernement. Plusieurs commissions ont alors été mises en place à cet effet : commission pour la santé, pour l'hygiène, pour les finances, pour la logistique, pour la presse, pour la sécurité... La sécurité par exemple fonctionnait sur le système des *topiles* (police communautaire). Les délinquants étaient remis à l'APPO qui, après avoir pris connaissance de la situation, les condamnait à des travaux d'intérêt collectif (comme le balayage des rues). Lorsqu'il s'agissait d'assassins ou de paramilitaires, l'APPO les remettait à la justice fédérale.

Ainsi malgré la contexte insurrectionnel, la ville a pu continuer à fonctionner tant bien que mal.

En raison de la cohabitation en son sein d'organisations aux logiques et aux stratégies très variées, l'APPO a été le théâtre de nombreuses tensions. Ainsi, lorsque les dirigeants du syndicat des enseignants ont annoncé la reprise des cours en Octobre, suite à la déclaration faite par le gouvernement qui promettait qu'il allait mettre en place les mesures initialement demandées par les instituteurs, de grandes divergences sont apparues dans l'assemblée.

Aujourd'hui, malgré le repli du mouvement populaire qui s'est traduit par la fin des grandes manifestations et par l'idée, dans le discours officiel, que le conflit est terminé, l'APPO continue d'exister. Selon ses membres, il s'agit d'une force toujours présente dans l'esprit des gens tel « un virus dont l'influence est encore très présente à l'intérieur de ceux qui y ont participé ». Mais dans les faits, on constate une certaine perte d'intensité, les réunions rassemblant de moins en moins de personnes et les divisions étant de plus en plus forte.

## Le rapport de la commission civile internationale d'observation des droits de l'homme (CCIODH)

Aux vues des nombres exactions commises tout au long de ce soulèvement, il nous a semblé indispensable de relever les analyses et les conclusions qu'ont pu apporter les organisations d'observation des droits de l'Homme. Parmi celles-ci, le rapport publié par le CCIODH nous a paru particulièrement riche et très bien documenté et permet une compréhension fine des conséquences d'un tel mouvement.

La CCIODH s'est créée autour des préoccupations de la société civile internationale sur les violences exercées sur la population dans l'Etat du Chiapas au Mexique. C'est le massacre d'Actéal du 17 Décembre 1997 qui a suscité la création de cet espace pluriel d'observation, centré sur le recueil de témoignages de première main pour expliquer les conditions qui ont rendu possible ce massacre. Les membres de la commission considèrent que les droits de l'homme sont un acquis mondial et que leur défense et leur promotion constituent un devoir qui dépasse les frontières, au même titre que les droits sociaux, souvent réduits à des droits de second niveau. Le rôle de la CCIODH consiste donc à contrôler les éventuelles violations de ces droits par les pouvoirs

publiques, en considérant que tout pouvoir public se doit de se doter des moyens nécessaires pour sanctionner les individus coupables de telles violations.

Depuis Actéal, la commission a mené quatre autres enquêtes, deux au Chiapas, une à Atenco, et enfin une à Oaxaca.

A la suite des enquêtes menées à Oaxaca, la CCIODH a publié des conclusions générales sur l'ensemble des événements. Voici quelques points importants soulevés dans ce rapport :

#### Sur les morts et les disparitions

« La commission considère que les faits qui se sont déroulés à Oaxaca constituent le maillon d'une stratégie juridique, policière et militaire, avec des dimensions psycho-sociales et une politique communautaire dont l'objectif ultime est d'instaurer le contrôle et l'intimidation de la population civile, dans des zones où se développent des processus d'organisation des citoyens ou des mouvements à caractère social non dirigés par les partis. »

La CCIODH a recensé (provisoirement) 23 morts identifiés (contre 11 pour la direction générale de justice de l'Etat et 20 pour la Commission Nationale des droits humains). Elle a recueilli des informations sur la mort d'autres personnes non identifiées, et soupçonne de nombreux cas de disparitions. Les morts et les disparitions sont liées à la mise en place d'opérations violentes menées à cet effet.

#### Sur les atteintes à la légalité

Le CCIODH a recensé la violation de nombreux droits dont : les droits de grève et d'expression syndicale, le droit à l'éducation, le droit à un procès équitable, ainsi que le plein exercice de la liberté d'expression, de pensée, d'association, de réunion, de participation politique, de circulation et de manifestation.

Des cas de répression violente de la part des forces de l'ordre appuyées par l'armée, notamment avec des armes à feu, à l'encontre de la population sans distinction d'âge et de sexe, ont été observées. Les conditions d'enfermements légaux n'ont pas été respectées, et dans certains cas les prisonniers ont subi des traitements vexatoires et dégradants.

#### Sur les atteintes psycho-sociales et sanitaires

Les violations des droits humains ont eu d'importantes conséquences physiques, psychologiques et émotionnelles affectant sévèrement les personnes, les familles et les communautés. Ainsi, des symptômes caractéristiques de troubles post-traumatiques ont été relevés. La CCIODH dénonce une stratégie psychosociale visant à inspirer la peur de la part des autorités, et observe dans le comportement de nombreux individus des cas attestant de sa réussite.

#### Sur les médias

Les journalistes et les travailleurs des médias ont subi des attaques et des outrages, et le CCIODH possède des indices montrant que certaines directions ont incité leurs journalistes à taire aussi bien ce qu'ils avaient subi que certaines situations dont ils avaient été témoins.

#### Sur le harcèlement et les menaces à l'encontre des défenseurs de droits humains

Les ONG visant à la défense des droits de l'Homme ont été victimes d'attaques ciblées, d'harcèlements, de menaces... ce qui a lourdement perturbé leur travail.

#### Sur les personnes et les peuples indigènes

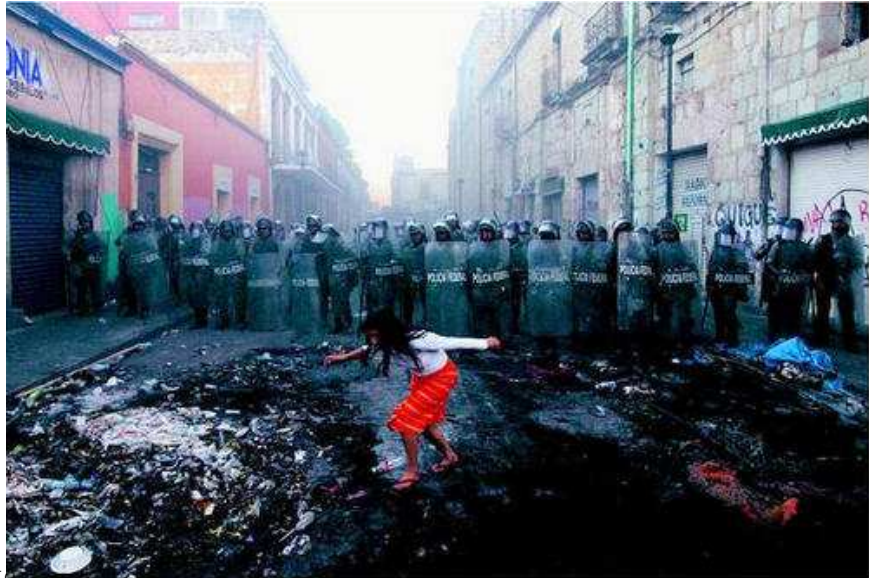
La loi sur la défense des peuples et des communautés indigènes n'a pas été appliquée, et des individus ont subi lors des arrestations des discriminations ethniques. De plus, dans certaines vallées où résident des communautés indigènes, une augmentation de la présence des groupes



militaires et paramilitaire a été remarquée. Cette augmentation a été suivie par des pressions très fortes sur ces communautés et a suscité des déplacements de population.

Sur les femmes

La CCIODH a recensé de nombreux d'agressions sur des femmes : agression verbales, physiques et sexuelles.



## NOS CONCLUSIONS

Comme on a pu le voir tout au long de la présentation et des différentes analyses du mouvement, le soulèvement populaire qui a eu lieu à Oaxaca entre les mois de Juin et de Décembre 2006, présente un certain nombre de caractéristiques relativement nouvelles en comparaison avec les différents cas d'émeutes urbaines qui ont marqué l'actualité de nombreux pays ces dernières années. Néanmoins, il apparaît clairement que des enjeux similaires rythment ces différents événements qu'on ne peut totalement dissocier. Il s'impose alors de mener une analyse précise de ce que le mouvement de Oaxaca a pu exprimer.

L'élément déclencheur du soulèvement populaire a été la réaction spontanée d'une partie de la population à la sévère répression menée contre la mobilisation des enseignants. De nombreuses personnes sont venues porter leur soutien aux grévistes dans de violents affrontements. Ainsi ce qui marque le début du mouvement est une situation d'insurrection contre les forces de l'ordre. Cette réaction est à lier au contexte particulier de l'Etat de Oaxaca et à un sentiment d'injustice très partagé dans la société face à un gouvernement auteur de nombreux méfaits. Il s'agit en fait de l'association de ce sentiment à une situation particulièrement violente cristallisant les injustices ressenties. De plus, la scène de ces affrontements est un espace hautement symbolique : le *zocalo*, la place centrale de la ville. Ainsi de nombreux points permettent de comparer cet événement à une situation d'émeute urbaine.

Par la suite, le mouvement a évolué, et on pourrait l'analyser en considérant qu'il s'agit avant tout d'un soulèvement spontané qui s'est organisé à la manière d'un mouvement social, autour de revendications précises, d'organes décisionnaires et représentatifs, et avec comme trame centrale la mobilisation des enseignants préexistante. D'un autre point de vue, on peut également souligner que l'élément déterminant de cette première journée est la "victoire" des insurgées sur la police lors de la récupération de la place aux forces de l'ordre. On pourrait ainsi voir dans le déroulement des faits le cas d'une émeute qui aurait atteint ses "objectifs", et ce, qui plus est, au centre même d'un espace symbolique du pouvoir. De nombreux observateurs ont en effet soulevé que cette première "victoire" avait représenté un élément fondamental dans la poursuite du mouvement, et avait marqué très profondément, tant les forces de l'ordre que la population.

Cette analyse reflète bien les problèmes que pose l'étude d'un tel mouvement au travers de la grille de lecture des émeutes urbaines.

Qu'il s'agisse d'une situation d'émeute victorieuse qui doit rebondir et s'organiser pour continuer à vivre en inventant de nouvelles structures, ou d'un mouvement social particulier ayant été paradoxalement enrichi et transformé à la suite d'une confrontation violente avec les forces de l'ordre ; la mobilisation qui succède au 14 Juin 2006 prend des formes plus traditionnelles d'expression. Elle a recours à de grandes manifestations et cherche des espaces de négociation avec le pouvoir fédéral. Mais en parallèle, l'occupation de la ville se poursuit par la population en lutte. L'espace urbain devient dans ce processus un enjeu très clair : il s'agit pour les insurgés de reconstruire par son occupation et par sa réinvention, un espace commun. Et si ceci est lisible dans de nombreuses émeutes, dans le cas de Oaxaca, cette volonté s'exprime explicitement. De plus, de part le rapport de force initial, l'espace commun a pu être ouvert directement et surtout maintenu. L'affrontement avec les forces de l'ordre n'apparaît plus alors dans un but de conquête de celui-ci, mais en réaction à des attaques qui lui sont proférées. Et ce n'est plus que dans ces occasions que l'on retrouve les modalités d'action et les symboles caractéristiques des émeutes urbaines comme les voitures brûlées, les rues bloquées, etc... (voir vidéos de la bibliographie et celle proposées en annexe sur le DVD). On remarque cependant que le rôle de protection d'un espace acquis n'enlève pas à ces pratiques le caractère symbolique qu'elles peuvent avoir dans des émeutes plus « traditionnelles ».

Le rôle stratégique de la ville est mis en évidence lors de ces événements. En effet, c'est la situation de la ville de Oaxaca qui va déterminer l'ensemble de la vie collective. L'espace commun libéré au sein de la ville par le mouvement populaire va profiter à l'ensemble de l'Etat, et, même si de nombreuses exactions ont été commises au près des communautés indiennes dans les campagnes, c'est au cœur de la ville que leur condition de vie se jouaient réellement.

De plus, on peut lire dans les événements de Oaxaca une mise en scène au cœur de la ville des problématiques caractéristiques du monde contemporain. Ainsi, comme l'explique Z. Bauman dans *Le présent liquide*, il se joue en son sein la confrontation entre d'une part les exclus (indiens, nombreux précaires et enfants des rues participant au mouvement) condamnées à un ancrage dans le local qui se précarise sous l'effet de dynamiques mondiales telles que le Plan Puebla Panama, l'ALENA et les aménagements touristiques ; et d'autre part, une élite qui n'a plus d'ancrage dans le local car l'essentiel de ses richesses et de son pouvoir vient de ces mêmes processus mondiaux.

Ainsi, ce soulèvement a été parcouru par des logiques et des tensions propres aux mouvements sociaux « traditionnels » avec notamment des problèmes liés à son organisation, à son inscription dans le temps et à des stratégies de négociation. Dans un même temps, il porte les caractéristiques typiques que l'on retrouve habituellement dans les émeutes de part la violence des affrontements, des moyens utilisés lors de ceux-ci et la place centrale de la ville comme enjeu stratégique et symbolique. Il en reste que ces événements nous proposent une lecture de la ville contemporaine et des enjeux qui s'y trament.



## BIBLIOGRAPHIE

Vidéos disponibles sur internet:

<http://en.sevenload.com/videos/Exgtm0M/The-Blue-Nightmare-LA-PESADILLA-AZUL>  
<http://maldeojotv.net/spip.php?breve21>  
<http://www.maldeojotv.net/spip.php?article45>  
<http://video.google.fr/videoplay?docid=-3986326287510532189&q=oaxaca&total=9558&start=0&num=10&so=0&type=search&plindex=2>  
<http://video.google.fr/videoplay?docid=5011248684715959701&q=oaxaca&total=9558&start=0&num=10&so=0&type=search&plindex=3>  
<http://video.google.fr/videoplay?docid=-1306630403717934102&q=oaxaca&total=9558&start=0&num=10&so=0&type=search&plindex=8>  
<http://video.google.fr/videoplay?docid=-8898745018544656029&q=oaxaca&total=9393&start=10&num=10&so=0&type=search&plindex=7>  
<http://www.dailymotion.com/LutinMalin/appo>

### Sites internet :

Site de l'APPO : <http://www.asambleapopulardeoaxaca.com/>  
Réseau mondial d'information indépendant : <http://www.mexico.indymedia.org>  
<http://www.paris.indymedia.org>  
Acrimed, observatoire des médias : [http://www.acrimed.org/article2436.html?var\\_recherche=oaxaca](http://www.acrimed.org/article2436.html?var_recherche=oaxaca)  
Site du comité de soutien des peuples du Chiapas en lutte : <http://cspcl.ouvaton.org>  
Site du Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique Latine : [http://risal.collectifs.net/mot.php3?id\\_mot=778](http://risal.collectifs.net/mot.php3?id_mot=778)  
Site du Service international pour la paix : <http://www.sipaz.org/>  
Dates importantes de l'Etat de Oaxaca : [http://www.sipaz.org/crono/ocrono\\_fra.htm](http://www.sipaz.org/crono/ocrono_fra.htm)  
Quotidien mexicain *La Jornada* : <http://www.jornada.unam.mx/ultimas>  
Mensuel *Le Monde Diplomatique* : <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/11/VIGNA/14119>  
Base de donnée d'articles de presse : <http://www.floobby.com/fr/> <http://www.factiva.com/>

### Magazine :

- Hors-série de CQFD, *La libre commune de Oaxaca*, janvier-février 2007, 28 pages.

